

Radio -TV : fusion, séparation, nouvelle fusion, déraison : décideurs et consultants qui jouent avec les organigrammes tendent à oublier que le monde existait avant eux

Autor(en): **Tille, Albert**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2008)**

Heft 1766

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1012397>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Radio -TV: fusion, séparation, nouvelle fusion, déraison

Décideurs et consultants qui jouent avec les organigrammes tendent à oublier que le monde existait avant eux

Albert Tille (29 janvier 2008)

Dans les années septante, la réforme Hayek fusionne les directions de la radio et la télévision dans chacune des trois régions linguistiques. La nouvelle structure se maintient un peu plus d'une décennie, puis c'est le retour à l'autonomie. Dans un surprenant va-et-vient, la SSR demande aujourd'hui au bureau McKinsey d'étudier les vertus de la fusion des deux médias en Suisse alémanique. On ose espérer que les consultants extérieurs, par delà de leurs modèles théoriques, prendront en compte les expériences d'un passé somme toute récent.

Souvenons-nous. La réforme Hayek crée dans chaque région une direction géographiquement séparée des deux médias. Pour la Suisse romande, la nouvelle structure s'installe au centre de Lausanne. Le service juridique et celui du personnel sont centralisés. Les lieux de production de la radio et de la télévision conservent leur direction opérationnelle pour

la technique et les programmes. Ces derniers poursuivent donc leur vie autonome, sous le regard d'un coordinateur. Les synergies s'avèrent aléatoires. Car les deux médias ont un rythme, un langage et des outils techniques différents. Ils font face à des conditions de concurrence nationale ou internationale qui nécessitent des stratégies différenciées. Dans la pratique, la tentative de rationaliser le travail à l'échelle régionale par des correspondants cantonaux communs montre ses limites. Difficile de contenter à la fois une radio toujours plus à la recherche de l'information immédiate et une télévision pour laquelle une info n'existe pas sans image. La réforme Hayek passe donc à la trappe. Les directeurs régionaux partent à la retraite, la gestion du personnel retourne là où travaillent les collaborateurs. De la fusion ne reste qu'un service juridique commun.

En Suisse romande, la séparation n'a pas signifié la brouille. Genève et Lausanne

continuent de se parler. Et même de collaborer. Le nouveau multimédia Internet estompe la différence entre radio et télévision. Une gestion commune est dans la logique des choses. Elle est réalisée. Des opérations centralisées, à l'exemple de la récente soirée des élections fédérales, sont au bénéfice des deux médias. Alors pourquoi changer la donne? Pas question, bien sûr de retourner au défunt modèle Hayek. On pourrait certes imaginer une véritable fusion des deux médias. Mais une localisation sur un site unique entraînerait de coûteux investissements et de sérieuses complications politiques, le tout pour un bénéfice économique qui reste à démontrer. Une unification dans la responsabilité des programmes supprimerait une diversité de sensibilités pourtant importante en raison de l'influence qu'exercent radio et TV de la SSR sur la formation de l'opinion. L'activisme n'est pas synonyme de bonne gestion. Oublions la fusion.